



L'ORGANISATION DE COOPERATION DE SHANGHAI (OCS) PEUT ETRE UN FACTEUR DE STABILITE DANS LA REGION

*Mémoire de géopolitique
du commandant Erdem Özcan
dans le cadre du séminaire
« Géopolitique de l'Asie orientale »*

Directrice : Valérie Niquet Maître de conférence à l'Institut de stratégie
comparée de l'Université Paris I

Avril 2005

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LES PAYS QUI FORMENT L'OCS ET LES MOTIFS QUI POUSSENT CES PAYS A LA COLLABORATION

Les problèmes et les motifs de la République Populaire de Chine

Les problèmes et les motifs de la Fédération de Russie

Les problèmes et les motifs des autres pays membres

DEUXIEME PARTIE : LA FONDATION, LES BUTS DE L'OCS ET SA DEMARCHE

De la première réunion des Cinq de Shanghai à l'OCS

Le traité (La déclaration) créant l'OCS et la Convention de Shanghai

De la fondation de l'OCS à nos jours

TROISIEME PARTIE : L'AVENIR DE L'OCS

Les relations sino-russes

L'avenir des relations sino-russe et de l'OCS

INTRODUCTION

Vers la fin du XX^{ème} siècle le monde a connu la monopolarité. Après l'effondrement de l'URSS; les EU qui sont apparus comme la seule superpuissance, ont imposé à de nombreux pays leur mode de vie, leurs valeurs fondamentales et leur système. «La globalisation» que le monde occidental a déjà connu, a envahi toute la planète. Bien qu'elle apporte de multiples avantages à l'humanité, cette vague a aussi des inconvénients, notamment la montée du terrorisme. Les pensées extrémistes également, peuvent facilement influencer tous les pays en négligeant les frontières étatiques.

La Chine surnommée «le géant dormant» pendant le XX^{ème} siècle, s'est éveillée vers la fin de ce siècle. Tout d'abord, elle a essayé de régler ses problèmes internes existant depuis l'époque coloniale. Sa croissance économique a fait d'elle petit à petit une puissance régionale. Le pays qui est le plus peuplé de la planète, a pour ambition de devenir la deuxième super puissance mondiale. Nécessitant pour cela une zone d'influence et d'expansion autour d'elle, elle essaie de créer des alliances, des organisations propices à ses ambitions. Les pays d'Asie centrale qui ont des ressources énergétiques et dont les problèmes internes sont similaires à ceux de la Chine, la Russie qui possède la haute technologie et qui représente un espace vide à côté d'un pays dont la population dépasse 1.300.000.000 personnes; peuvent être considérés comme des partenaires idéaux pour les dirigeants de la Chine.

La Russie; héritière de l'URSS, a été secouée par les mouvements sécessionnistes tchéchènes juste après la dissolution de l'empire soviétique. Selon elle, les idées radicales islamistes et les mouvements indépendantistes étaient susceptibles d'influencer tous les états musulmans de la fédération. Ces événements ont fait prendre conscience à la Russie de ses faiblesses, elle qui n'avait connu de telles crises auparavant. Les autres états de l'ex-URSS ont fait leur choix pour l'occident. Comme les pays de l'ancien Pacte de Varsovie, ils ont commencé à créer des liens étroits avec les EU et l'OTAN qui n'hésitaient pas à s'implanter dans les zones vitales par la Russie. Pour Moscou, la monopolarité devient de plus en plus insupportable et le danger de plus en plus proche. Elle souhaite devenir de nouveau la deuxième superpuissance mondiale. La Chine qui a les mêmes soucis et qui est devenu son principal partenaire économique et les pays d'Asie

centrale sur lesquels elle a encore une grande influence et qui sont considérés comme «le ventre mou» de ses immenses territoires représentent dans cette conjoncture les alliés naturels pour Moscou.

Les pays d'Asie centrale qui n'étaient pas près pour l'indépendance, se sont trouvés confrontés aux mouvements islamistes alimentés par le régime taliban, juste après l'effondrement de l'URSS. Ce n'était pas leur seul problème; les minorités, la pauvreté, les organisations criminelles, la trafic de drogue qui empoisonnait la jeunesse, etc. menaçaient tous ces pays. En outre; ils se trouvaient coincés entre les deux puissances qui pouvaient exercer leurs forces sur eux sans la moindre hésitation. Demander de l'aide aux EU et à l'OTAN ne pouvaient pas leur venir à l'esprit. Ils disposaient donc de peu de choix quand la Russie et la Chine les ont invités à collaborer en 1996. D'autre part, bien qu'ils aient des ressources naturelles, ils ne peuvent les exploiter suffisamment pour s'enrichir. Depuis une dizaine d'années ils cherchent à tirer profit de ces ressources en tentant de les exporter vers les marchés mondiaux. La Chine devient le principal acheteur de ces produits et bien que les échanges avec la Russie restent encore très importants, ils sont en baisse continue depuis plus d'une dizaine d'années.

L'OCS qui a été créée en 2001 par l'initiative de Pékin, est centrée essentiellement sur les problèmes et les ambitions de la Chine et sur le partenariat stratégique sino-russe. Les états d'Asie centrale incapables de se protéger des menaces extérieures ou intérieures, sont entrés dans cette organisation sous la pression de la Russie qui rêve encore d'être une superpuissance mondiale et le leader du second pôle contre les EU.

J'ai d'abord tenté dans cette étude de trouver les motifs qui ont poussé les pays à créer l'OCS. Ensuite, je me suis efforcé d'étudier l'histoire de l'OCS et de définir ses buts en examinant le traité créant l'OCS et les déclarations faites jusqu'à aujourd'hui. Enfin, j'ai essayé de tirer une conclusion qui permet de faire une projection sur l'avenir de l'OCS.

PREMIERE PARTIE :

LES PAYS QUI FORMENT L'OCS ET LES MOTIFS QUI POUSSENT CES PAYS A LA COLLABORATION

1.1 Les problèmes et les motifs de la République Populaire de Chine (RPC)

111. Les résultats de l'effondrement de l'URSS pour la Chine

Au cours du XIX^{eme} siècle, la Chine connaissait sa faiblesse à savoir la montée en puissance des pays occidentaux et de la Russie dans son environnement. Plus tard, la Chine a vécu dans l'ombre de la Russie les années de guerre froide. L'effondrement de l'URSS et la fin de la guerre froide ont fourni à Pékin une occasion historique d'accroître son influence dans l'Asie et a ouvert de nombreuses possibilités. Pékin a mis en œuvre vers l'Asie centrale depuis plus de 10 ans une politique extérieure axée autour de trois éléments : «la sécurité définie dans un sens large, les échanges commerciaux et potentiellement l'accès aux hydrocarbures.»¹

La naissance d'états indépendants au niveau de ses frontières occidentales constitue un gain stratégique essentiel pour la sécurité de la RPC et crée une nouvelle zone tampon entre ses territoires et ceux de son voisin russe à l'ouest de la Mongolie.

Le vide créé par la disparition de l'URSS offre à d'autres puissances l'occasion de s'immiscer dans la zone et d'y menacer peut-être à terme la Chine. C'est essentiellement la pénétration américaine dans cette espace que craignent les autorités chinoises. Depuis la fin de la guerre froide, Pékin observe attentivement les intentions des EU. D'après les chinois; parmi les raisons que Washington a de s'intéresser à la zone figurent l'intention de contrer les plans stratégiques de la Chine et d'exercer une influence sur le Xinjiang. Les chinois considèrent que la politique menée par Washington pour accroître son influence est en fait responsable de l'instabilité en Asie centrale. Si on examine les discours chinois, on constate que les craintes de Pékin sont à la fois idéologiques et militaires. Sur le plan idéologique, la Chine appréhende la diffusion du modèle occidental en Asie, mais aussi la propagation de la «théorie de la menace chinoise» dans cette zone; cette théorie renforçant la méfiance des nouvelles républiques à son égard. Sur le plan militaire; les auteurs soulignent le danger d'une pénétration de l'OTAN en Asie centrale. En effet, un article de la revue «Sbijie jingji yu zbenzbi» relevait que «Tout porte à croire que

¹ DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry Géopolitique de la Nouvelle Asie centrale Presse Universitaire de France, 2001, p.101

l'OTAN a l'intention de s'étendre à l'est et jusqu'en Asie centrale; les relations stratégiques militaires entre les EU et certains pays d'Asie centrale ont déjà été clairement renforcées, ce qui constitue un danger latent important pour la sécurité de la frontière nord-ouest de la Chine»².

Pékin replace les activités de l'OTAN en Asie centrale dans une perspective plus large où elles apparaissent comme un maillon de la politique d'encerclement stratégique de la Chine par Washington. En outre; Pékin rattache également les activités de Washington et de l'OTAN dans la zone au problème de séparatisme au Xinjiang. Dès 1997, les milieux gouvernementaux chinois attribuaient en effet à la CIA un rôle important dans la déstabilisation de la région autonome de Xinjiang. L'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999 a encore renforcé ces inquiétudes.³

112. Le problème de séparatisme

Les autorités chinoises craignent de voir Washington invoquer un jour des raisons humanitaires, en s'appuyant sur la question du Tibet ou sur celle du Xinjiang; pour s'immiscer dans les affaires intérieures chinoises comme ils l'ont fait à leurs yeux lors du conflit au Kosovo.

Sur le plan politique interne, la naissance de cinq nouvelles républiques indépendantes aux frontières occidentales de la Chine a également suscité des craintes d'une autre nature. En effet, les populations de ces nouveaux états partagent également des liens culturels, linguistiques, religieux, ethniques et familiaux avec les populations turcophones situées de l'autre côté de la frontière. La naissance d'un état pour les Kazakhs, les Ouzbeks, les Tadjiks, les Turkmènes et les Kirghizes a été ressentie avec une acuité particulière par les Ouïgours tant au Xinjiang qu'à l'étranger. Ils se considèrent comme l'ultime population colonisée de l'Asie centrale. Par conséquent la Chine se trouve confrontée à la montée des tendances séparatistes au sein de sa minorité turcophone qui est la plus importante. Du fait de la localisation géographique du Xinjiang mais aussi de sa composition ethnique, Pékin s'inquiète des répercussions d'un essor de l'ethno nationalisme combiné ou non à une extension du radicalisme islamique en Asie centrale. Le pouvoir chinois redoute que les mouvements ouïgours trouvent un soutien et des bases arrières dans cette région. Pékin s'alarme enfin de l'éventualité d'un essor du panturquisme dans sa province. De manière générale une déstabilisation de l'Asie centrale aurait sans doute des répercussions graves sur le Xinjiang. C'est pourquoi les autorités chinoises sont très attentives au développement de la situation dans cette nouvelle périphérie. Pour Pékin, sur le plan interne, le

² KELLNER Thierry "La Chine et la nouvelle Asie centrale" DOC Bulletin de documentation du Centre d'enseignement supérieur aérien. 3/2003 No:565, p.12

³ Item, p.16

sentiment séparatiste ouïgour constitue sans doute le danger le plus important auquel elle est confrontée dans sa région autonome.⁴

113. La politique périphérique de la Chine envers les pays de l'Asie centrale

Pour faire face à cet ensemble de menaces tant sur le plan systémique que sur le plan interne, Pékin a inscrit sa politique à l'égard des nouvelles républiques de l'Asie centrale dans une stratégie plus vaste, la politique périphérique selon la terminologie officielle. Cette stratégie adoptée à l'égard de ses voisins asiatiques en général, est destinée d'une part à obtenir un environnement stable et pacifique qui permettrait à la Chine de se concentrer sur sa modernisation économique mais aussi d'autre part, à asseoir son influence dans les affaires mondiales en consolidant sa base de pouvoir sur le plan régional. Pour Pékin, il est essentiel d'affermir son assise asiatique en renforçant ses relations de coopération politique et économique avec ses voisins afin d'empêcher qu'une «puissance» ne puisse tirer profit de ses désaccords éventuels avec les nations limitrophes. Plus clairement énoncé, en développant cette stratégie, la Chine cherche à se créer non seulement un environnement propice à son essor économique mais aussi une sorte de sphère d'influence claire sur le continent asiatique afin d'essayer de contrer l'influence globale de Washington. Aussi, aux yeux de Pékin, les états voisins devraient-ils être au moins neutres et ne pas s'allier aux EU. Au regard des républiques d'Asie centrale, la Chine a donc appliqué les principes de sa stratégie générale en tenant compte de ses craintes systémiques et aussi des impératifs de sécurité auxquels elle est confronté dans sa province du Xinjiang.

Depuis 1991, la Chine a ainsi mis l'accent sur le maintien de la stabilité à long terme de l'Asie centrale en créant puis en promouvant l'essor de relations politiques avec ses voisins. Pékin a insisté sur le respect des cinq points de la coexistence pacifique dans ses relations avec les républiques centrasiatiques. Le premier ministre chinois Li Peng a ainsi souligné dans un discours devant le parlement ouzbek lors de sa tournée en Asie centrale en 1994 que les principes de base de la politique chinoise à l'égard de l'Asie centrale s'appuyaient sur les points suivants: «maintien des relations de bon voisinage et de la coopération pacifique, promotion de la coopération sur une base égale pour un profit mutuel et une prospérité commune; respect de l'indépendance de choix des peuples des républiques d'Asie centrale et absence d'interférence

⁴ Item. P.17

dans leurs affaires intérieures; respect de la souveraineté et de l'indépendance de ces pays et enfin contribution à la stabilité régionale».⁵

114. Les besoins de la Chine aux ressources énergétiques

Le développement économique de la Chine a fortement accru ses besoins en produits pétroliers. L'essor de l'économie chinoise a toutefois provoqué l'augmentation concomitante de sa consommation d'énergie en général, et de pétrole en particulier. En 1993, la Chine est passée du statut de pays exportateur de pétrole à celui d'importateur. Depuis cette date, ses importations pétrolières n'ont cessé d'augmenter. Alors qu'elles s'élevaient à 9,93 million t. en 1993, elles ont atteint les 70,3 million t. en 2000. Cette année, Pékin occupait le huitième rang mondial en matière d'importations pétrolières et la seconde place en Asie, derrière le Japon. Une étude de la Rand Corporation signalait que la dépendance de la Chine en matière d'importations pétrolières pourrait passer à 60% en 2020 (contre 11% en 1996).

Pékin qui n'avait pas de ressources pétrolières suffisantes pour ses propres besoins; a donc décidé de se tourner vers les réserves de l'Asie centrale pour réduire sa dépendance vis-à-vis des pays du Golfe et sa vulnérabilité stratégique. En 1997, la CNPC⁶ a signé un contrat prévoyant l'exploitation de 3 gisements pétrolifères (Janajol, Kenguiev 1 et 2) situés dans le nord-ouest du Kazakhstan pour 4 milliards de \$ sur 20 ans. En outre, au mois de septembre de 1997, la Chine a signé un autre contrat d'extraction pétrolière sur le champ d'Ouzen, prévoyant un investissement de 1,3 milliards de \$ jusqu'en 2002. Pour alimenter directement le territoire chinois, Pékin envisageait de construire un oléoduc qui relierait la Chine aux zones de productions d'un coût d'environ 3,5 milliards de \$.⁷ Ce projet a été interrompu en 1999 en raison des trop faibles quantités de pétrole kazakh pouvant être exportées dans les dix années suivantes. Parallèlement, Pékin s'intéresse depuis 1997 au pétrole de la mer Caspienne et projette la construction d'un gazoduc entre le Turkménistan et la Chine, avec possibilité d'extension jusqu'au Japon.⁸

⁵ Item.p.18

⁶ CNCP : La Compagnie Nationale Chinoise du Pétrole

⁷ <http://www.senat.fr/rap/r97-412/r97-41250.html> "L'ombre du voisin chinois"

⁸ KELLNER Thierry "La Chine et la nouvelle Asie centrale" DOC Bulletin de documentation du Centre d'enseignement supérieur aérien. 3/2003 No:565, p.39,40,41

1.2 Les problèmes et les motifs de la Fédération de Russie:

121. Les relations de la Russie avec les pays asiatiques

Pendant toute son histoire, la Russie a essayé de compenser les pertes à l'occident et de protéger son honneur national avec les succès obtenus à l'orient. L'orient a deux dimensions pour la Russie; la première; bien qu'il y ait des états indépendants dans la région, est que la Russie peut y exercer son influence; la deuxième est que jusqu'à l'Océan Pacifique elle peut y établir des nouvelles relations dans différents domaines pour y trouver des avantages.

L'échec de «l'union des slaves» a orienté les efforts de la diplomatie russe vers les pays musulmans de l'Asie centrale au lieu d'essayer de remettre l'Ukraine au sein de la Communauté des Etats Indépendants (CEI). L'Ukraine, actuellement, est sous l'influence d'autres centres de puissance.

Aujourd'hui, la Russie, héritière de l'URSS ex-deuxième superpuissance, n'a ni le rôle de protecteur des pays du tiers monde, ni la puissance de son antécédent. C'est pourquoi les politiques des EU dans l'Eurasie qui sont déterminées par Brezinsky, conseiller du président Carter, dérangent beaucoup la Russie. D'après lui, la continuité de l'hégémonie planétaire des EU dépend de sa capacité à résoudre le complexe problème des relations dans l'Eurasie.⁹

Les opérations des EU en Asie centrale, au Moyen Orient et au Caucase influencent de façon déterminante les politiques russes. Bien qu'elle soutienne les opérations des EU; la Russie, déçue par son rôle donné par les EU dans la période de reconstruction de l'Afghanistan, a bien compris que les EU allaient se comporter à leur guise, sans la consulter dans les affaires internationales.¹⁰

D'autre part; on constate que la Russie est en train de faire beaucoup d'effort pour la création au plus tôt d'un monde multipolaire. Contre les politiques des EU, la Russie cherche à développer ses relations et a créer un partenariat stratégique avec la Chine, ancien ennemi de l'époque de la guerre froide.

122. La Sécurité pour la Fédération de Russie

L'incapacité de la Russie à contrer les mouvements terroristes a élevé un certain doute sur sa puissance depuis des dizaines d'années; c'est la première fois que la Russie se sent aussi vulnérable. Le chef d'Etat, Poutine, a même du avouer que «depuis 200-300 ans, c'est la première

⁹ YENİÇERİ ÖZCAN Prof.Dr. "Rusya'da Avrasyacılık anlayışı ve Avrasya'daki Türkiye gerçeği", Gelecek bir tasarımıdır 2023, No:42, 15.10.2004, p.7,8

¹⁰ DEDEOĞLU Beril Doç.Dr. "Çatışma-uzlaşma ikilemi çerçevesinde Rusya Federasyonu- Amerika Birleşik Devletleri ilişkileri", Gelecek bir tasarımıdır 2023, 15.01.2004. No:33, p.16,17

fois que la Russie connaît le danger de devenir un état de deuxième, voire de troisième classe». La Russie qui a perçu les intentions des EU; a décidé de montrer qu'elle était libre dans ses choix et a tenté d'isoler ses faiblesses en utilisant ses avantages géopolitiques.

La Russie; surtout en Asie, entend tout d'abord protéger sa sécurité. D'un point de vue stratégique, les républiques d'Asie centrale bordent la Russie par le sud; par son «ventre mou». La vulnérabilité de Moscou sur son flanc sud la rend soucieuse d'éviter toute pénétration stratégique d'une autre puissance dans cette région, surtout celle des EU, de l'Europe ou de l'OTAN. Dans la «conception de sécurité nationale» adoptée en janvier 2000 par la Fédération de Russie; toute pénétration de ce genre a été acceptée comme une menace pesant sur sa sécurité nationale. Le «Partenariat pour la paix» de l'OTAN et des EU semble particulièrement indisposer la Russie.¹¹

D'après les gouverneurs russes; les frontières de l'ex-URSS symbolisent la ligne essentielle de défense pour la Russie. L'Asie centrale et le Caucase ne sont même pas ses jardins arrières, ce sont ses propres jardins. C'est pourquoi Moscou a donné beaucoup d'importance sur la poursuite de liens militaires avec les pays d'Asie centrale.¹²

En matière de sécurité militaire, la Russie est particulièrement attachée à ses relations avec le Kazakhstan. D'après Moscou, le territoire kazakh joue un rôle très important dans la défense du territoire russe. Ce pays constitue en effet une zone tampon, une zone de bouclier stratégique destiné à protéger le territoire russe en cas d'instabilité en Asie centrale mais aussi dans l'éventualité d'une dégradation des relations avec la Chine. Au regard de la défense du territoire russe, la présence militaire de Moscou au Kazakhstan répond au besoin de la Russie de maintenir son accès à certaines installations stratégiques (cosmodrome de Baïkonour, système de première alerte de Balkhach et centre d'essai de missiles de Sary Saghan) considérées comme essentielles pour surveiller d'éventuels lancements de missiles provenant du sud ou de la Chine. De nombreux observateurs russes pensent également que l'établissement d'une nouvelle ligne de défense le long de la frontière kazakh est irréalisable étant donné sa longueur et les coûts qu'un tel programme entraîneraient pour une économie russe déjà précaire. Cette situation implique donc le maintien d'une coopération militaire étroite avec Astana.¹³

¹¹ Item.p.8,9

¹² KIRIMLI S.Hakan Doç.Dr. "Büyük devletler kolay istikamet deęiřtirmekler", Gelecek bir tasarımıdır.,15.01.2004, No:33

¹³ DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry Géopolitique de la Nouvelle Asie centrale Presse Universitaire de France, 2001, p.69

123. La propagation des mouvements islamistes radicaux dans ses territoires et dans ses alentours

Moscou perçoit la propagation de l'islamisme radicale dans la région comme une menace essentielle sur sa sécurité. La Russie qui abrite une forte minorité musulmane au Tatarstan, au nord du Caucase et au Bachkortostan craint que les islamistes abordent à ses territoires après avoir déjà atteint les républiques d'Asie centrale. Pour certains, cette théorie de dominos est instrumentalisée pour fournir une couverture aux ambitions néo-impériales de Moscou dans la région. La situation afghane, de même que les incursions d'éléments islamistes l'été 1999 et à nouveau l'été 2000 au Kirghizstan et en Ouzbékistan, a favorisé cette stratégie russe. L'Afghanistan des talibans avait été présenté par Moscou comme un centre de terrorisme international et une menace sérieuse pour la région même avant les attentats de 11 septembre .

En dehors des menaces liées à la conception traditionnelle de la sécurité; Moscou est également confronté à de nouveaux risques dont certains ne sont que potentiels. On peut citer notamment l'essor du trafic de drogue en provenance de l'Afghanistan à l'Asie centrale et du crime organisé qui l'accompagne ainsi que la dégradation de l'environnement après répercussion transfrontalière notamment en Mer Caspienne.¹⁴

1.3 Les problèmes et les motifs des autres pays membres :

131. La situation générale chez les états d'Asie centrale après leur indépendance

Les pays d'Asie centrale qui sont devenus indépendants après l'effondrement de l'URSS, se sont vite lancés dans une politique d'adhésion aux organisations internationales pour affirmer avec force leur existence, leur souveraineté. Les Nations Unies et ses organes spécialisés étaient prioritaires, mais aussi les organisations régionales semblaient répondre à leurs intérêts, essentiellement économiques et sécuritaires.¹⁵ Au moment de l'indépendance, ces pays ont rencontré des difficultés dans la définition des menaces auxquelles elles étaient confrontées. Les principaux risques pour les républiques sont davantage liés aux confrontations interethniques, à l'extrémisme religieux, au terrorisme et au crime organisé qu'à une menace militaire extérieure.

A l'époque soviétique, l'Armée rouge était une force unifiée, symbole même de la cohésion de l'union. Au moment où ces états ont séparé leur route, à part quelques unités de police ils ne disposaient d'aucune armée propre à eux. Ils ont commencé à créer leur propre armée à partir de 1991-1992. Mais dans les unités qui sont restés chez eux; 80%-90% des officiers étaient russes

¹⁴ Item.p.81

¹⁵ Item.p.149

ou ukrainiens, les matériaux étaient complètement d'origine russe et ils n'avaient pas le savoir-faire pour les faire marcher. Pour réaliser leur projet de propre armée ils ont du garder des liens étroites avec la Russie. Comme ils voulaient renforcer leur liberté et leur souveraineté, ils ont essayé de diversifier leurs relations. La Chine, les Etats-Unis, la Turquie et l'Allemagne ont leur donné cette possibilité. Essentiellement, avec ces pays ils ont établis des relations sérieuses tout en gardant les liens étroits avec la Russie. Les nouveaux officiers des pays centre asiatiques ont trouvé la possibilité d'être formés dans ces pays et ils ont commencé à prendre les places des officiers russes et ukrainiens qui sont majoritairement retournés à leur pays.¹⁶

132. La situation du Tadjikistan

Malgré des efforts qu'ils ont effectué; ils n'ont pas réussi de développer des forces suffisantes pour confronter aux dangers qui les ont menacé. Entre 1992 et 1997 le Tadjikistan a connu une sanglante guerre civile qui a opposé deux factions régionalistes du sud du pays. Bien qu'on ait signé un accord entre les parties, le problème reste vivant. La persistance d'un risque important de déstabilisation complète du pays constitue également un risque pour l'ensemble de la zone. Actuellement pour le Tadjikistan, on est loin de parler qu'il possède une vraie armée propre à lui. L'existence des forces armées russes semble y durer encore assez longtemps.¹⁷

133. Le cas du Kirghizistan

Au Kirghizistan, entre 1991 et 1999, peu de progrès ont été réalisés quant à la mise en place d'une armée efficace. L'inefficacité des forces kirghizes a d'ailleurs été démontrée à l'occasion des incidents de Batken de l'été 1999. Les forces armées se sont avérées incapables de déloger les combattants islamistes qui sont infiltrés dans le pays. Bichkek qui ne possède pas de force aérienne, a du faire appel à l'Ouzbékistan pour soutenir ses opérations terrestres. Sans l'appui de ses voisins, la capacité du Kirghizistan à s'opposer efficacement aux opérations militaires des groupes islamistes semble très douteuse.¹⁸

134. L'Ouzbékistan: pays le plus touché par les mouvements islamistes radicaux

L'Ouzbékistan est le pays le plus menacé par le terrorisme islamiste radical. Le Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan (MOI), l'organisation terroriste qui a des liens étroits avec Al-Qaïda, a

¹⁶ Item.p.171-173

¹⁷ Item.p.227-229

¹⁸ Item.172-173

changé son nom au mois de mai 2001 comme « Le Parti Islamiste de Turkestan » et a commencé à s'organiser dans tous les pays de l'Asie centrale. Bien qu'il ait perdu beaucoup de sang pendant les opérations américaines en Afghanistan; il est actif en Ouzbékistan et capable d'agir d'après sa politique. Aux mois d'avril et de juillet 2004, il a réalisé des attentas-suicide en Ouzbékistan en envisageant les institutions du pouvoir d'état, les ambassades des EU et d'Israël. Comme ses bases arrières se trouvaient en Afghanistan; il a bénéficié d'aides importants de la part des talibans.

Cette organisation qui a été créée en 1992 par les islamistes radicaux ouzbèks a joué des rôles importants pendant la guerre civile de Tadjikistan. A la fin de cette guerre, en 1997, il a tourné vers l'Ouzbékistan et a réalisé des attentas très importants dans le pays. Les événements de la vallée de Fergana de décembre 1997, l'attentat perpétré contre le président ouzbèk Islam Kérimov en février 1999, et puis les incursions de militants islamistes en été 1999 et en août 2000, l'invasion de la région de la région Surkhandarya en été 2000 peuvent être cités comme exemple de cette organisation. Le leader militaire, Jouma Namangani a été tué lors des opérations en Afghanistan par les américains. A sa place; Oussama Ben Laden a nommé Takhir Yoldash comme emir. Celui-ci a réussi à rassembler l'organisation dans la zone frontalière qui se trouve entre le Pakistan et l'Afghanistan. Son but est de créer l'Emirat Islamiste du Turkestan en occupant la vallée de Fergana, acceptée comme le cœur du Turkestan. Pour cela; il a essayé de trouver des partisans dans les autres républiques centrasiatiques et de s'y infiltrer.

Une autre organisation «Hizb-ud Takhir» qui a une histoire beaucoup plus profonde que Al-Quaida; pose une menace contre l'Ouzbékistan. Elle a été créée en 1953 à Jérusalem par les palestiniens et aujourd'hui a des réseaux dans les 30 pays musulmans. A partir des années 1990; cette organisation s'est concentrée sur l'Ouzbékistan et a réussi à ce jour à trouver environ 20.000 partisans. Bien qu'on ne trouve pas de preuves sur ses actes terroristes; on sait aujourd'hui qu'elle est l'école principale pour le passage des réseaux d'Al-Quaida.¹⁹

135. La vulnérabilité du Kazakhstan

Le Kazakhstan présente la particularité d'avoir hérité de la colonisation russe et soviétique, d'une très importante population russe installée sur son territoire. Cette situation rend la république vulnérable sur le plan interne mais aussi sur le plan externe face à son puissant voisin russe. La

¹⁹ KARASAN Hasan Ali Dr. "Analiz, Türkistan-terör, iki örgüt ve Türkiye", Gelecek bir tasarımdır 2023, 15.10.2004, No: 42, p.36,37,38

présence d'une forte minorité russe, constitue en effet un puissant levier potentiel dans les affaires kazakhes pour la Russie. Au moment de l'indépendance, les kazakhes représentaient environ 40% de population du Kazakhstan soit 6.53 millions de personnes sur 16.3 millions. Les russes de la république représentaient pour leur part environ 36% de la population. En 1999, les kazakhs étaient environ 8.12 millions sur une population estimée à 15 millions d'habitants soit 55% de la population. Entre 1989 et 1999, environ 1.58 millions de russes ont quitté le pays, suivis par des centaines de milliers d'ukrainiens, d'allemands et de tatars de Crimée. Si cette émigration a conforté le poids des kazakhs au sein du pays, il n'en demeure pas moins que le nord du Kazakhstan, une des régions les plus développées et les plus industrialisées du pays, peuplé en grande partie par des populations russes et abritant des communautés cosaques, pourrait bien un jour revendiquer son rattachement à la Fédération de Russie. C'est sans doute pour éviter ce risque que le président Nazarbaev a décidé de déplacer la capitale du pays d'Almaty à Astana en décembre 1997. La tension s'est peu à peu développée dans le pays sans cependant atteindre le seuil de l'explosion. En 2000, Aleksander Shishannikov, un des dirigeants du mouvement qui défend les droits des russophones, a fait des déclarations précisant ses intentions sécessionnistes. Ces déclarations faisaient suite à l'arrestation de 22 jeunes russes, accusés d'avoir préparé un coup de force contre le gouvernement local. Ils auraient en outre envisagé de proclamer la création d'une république sécessionniste russe de l'Altaï.²⁰

136. Les autres problèmes communs aux états d'Asie centrale

Séquelles de la guerre de Tadjikistan, possibilités d'influence des conflits du Caucase et des luttes entre factions afghanes, menace de la montée de l'islamisme, risques de dislocation des certains états, développement démesuré du trafic de la drogue ainsi que de la criminalité et de la corruption liées à ce genre de trafic sont entre autres, les dangers auxquels la plupart des pays de l'Asie centrale sont exposés.

Les républiques d'Asie centrale ex-soviétiques voient la production et le commerce de la drogue connaître un fort développement.²¹ Aujourd'hui, la situation est telle que certains n'hésitent plus à parler de véritable narcotisation de la société centrasiatique. Cette réalité est le produit de l'enchevêtrement d'un grand nombre de facteurs. D'un point de vue général, les conditions naturelles de la région (nature des terrains et climat) convient parfaitement à la culture de la

²⁰ DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry Géopolitique de la Nouvelle Asie centrale Presse Universitaire de France, 2001, p.248-251

²¹ CHAUPRADE Aymeric « Géopolitique Constantes et changements dans l'histoire », Ellipses 2003, p.776

drogue. Outre les excellentes conditions naturelles, la localisation géographique de l'Asie centrale a également une importance qu'ils faut relever. En effet, les républiques d'Asie centrale occupent une position géographique stratégique entre les zones de production du Croissant d'Or (Afghanistan, Pakistan, Iran) et à travers la Chine du Triangle d'Or (Birmanie, Laos, Thaïlande) d'une part et les centres de consommation d'Europe ou de Chine, d'autre part.

Malgré les efforts entrepris par les autorités centrasiatiques en collaborant avec la DEA, le programme des NU de contrôle international des drogues (PNUCID/ UNDCP) et l'UE, la région demeure donc un lieu de passage important pour les stupéfiants produits en Afghanistan.

Concernant le rôle des groupes criminels dans son rapport annuel 1998-1999 l'Observatoire géopolitique des drogues rapporte les déclarations du vice-président du Comité national de sécurité du Kazakhstan selon lequel ses services auraient identifié 125 de ces groupes opérant en Asie centrale, dont 30 se livreraient au trafic de la drogue sur le territoire kazakh. En 1998, le Kirghizstan abritait 64 groupes se livrant au trafic de stupéfiants.²²

DEUXIEME PARTIE :

LA FONDATION, LES BUTS DE L'OCS ET SA DEMARCHE

2.1 De la première réunion des Cinq de Shanghai à l'OCS

211. Les premiers rencontre des chefs d'Etat des Cinq de Shanghai

Le 25 avril 1996, les présidents des pays de l'Asie centrale (Le Kirghizistan, le Kazakhstan et le Tadjikistan) qui ont des frontières communes avec la Chine, de la Russie et de la Chine ont fait un réunion à Shanghai. Le but de la réunion faite au plus haut niveau entre les chefs d'Etat; était d'augmenter la confiance dans les zones militaires frontalières. Lors de cette réunion, ils ont pris la décision de collaborer pour renforcer la confiance réciproque dans ces zones et pour rendre plus sure les anciennes frontières sino-soviétique.

La deuxième réunion des chefs d'Etat; a eu lieu à Moscou au mois d'avril de 1997. Lors de ce sommet; a été signé le traité de «Réduction réciproque des forces armées dans les deux cotés des frontières». Une déclaration a été faite ou on a défini la CEI comme le facteur principal pour le développement et la stabilité en Eurasie. On a précisé la nécessité de renforcer sa structure

²²DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry Géopolitique de la Nouvelle Asie centrale Presse Universitaire de France, 2001, p.254-263

militaire. Avec ce traité; la Chine a connu le rôle de leader de la Russie dans la CEI et lui a donné la responsabilité pour la sécurité de ses frontières nord-ouest.

La prochaine réunion s'est déroulée à Almaty en juillet 1998. Au cours de ce sommet ont été traités essentiellement les sujets de coopération économique. On a pris les décisions d'augmenter réciproquement la commerce, la production des ressources énergétiques et leurs transports.

A cette époque; les pays de l'Asie centrale étaient en train d'améliorer avec le monde extérieur leurs relations économiques et politiques et sur le point d'être intégrés à la société internationale et à l'économie mondiale. Ils collaboraient avec l'OTAN dans le cadre de «Partenariat pour la paix». Le Général Antony Zinny, le commandant des forces américaines du Moyen Orient, a déclaré, lors de sa visite en Kazakhstan et en Ouzbékistan que les EU auraient implanté ses bases militaires dans ces pays en cas de crise.

Le quatrième rencontre des chefs d'Etat des Cinq de Shanghai s'est réalisée à Bichkek, capitale du Kirghizistan. Le président Eltsine; bien que malade, est arrivé au sommet en disant: «Je suis venu ici vêtu de ma tenue militaire. Je suis prêt a me battre, surtout contre les occidentaux!». Le 25 août 1999, date ou le sommet a eu lieu; les forces gouvernementales de Kirghizistan réalisaient au sud du pays des opérations contre les terroristes du «Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan» qui avaient enlevé quatre géologues japonais. Cette réunion peut être acceptée comme un tournant qui a une grande valeur symbolique dans l'histoire de l'OCS. Là, on a proclamé ouvertement le monde occidental comme rival essentiel. Par ailleurs, lors de ce sommet une déclaration contenant 12 articles a été adoptée. Dans le quatrième article, les signataires ont précisé l'importance de lutter contre le terrorisme international, le trafic de drogue, l'immigration clandestine, la criminalité transfrontalière, la discrimination et l'expansion de l'extrémisme religieux. Ils ont déclaré leur volonté de collaborer dans cette lutte et leur détermination d'empêcher les actions terroristes pour veiller à la sécurité, la souveraineté et au maintien de l'ordre public des états membres. Dans le même article on a souligné que les droits de l'homme ne devaient pas être utilisés pour s'immiscer dans les affaires intérieures d'autrui. Ici, les signataires ont montré clairement leur soutien réciproque des politiques de Tchétchénie et de Xinjiang et ont critiqué de manière implicite les opérations de l'OTAN au Kosovo. En outre ont été évoqués dans la déclaration le soutien des projets de «L'Asie centrale, la région nettoyée des armes nucléaires» et de «La restauration de la voix de soi historique», l'inquiétude de déroulement des événements en Afghanistan et leur proposition du modèle de Tadjikistan à la résolution de ce problème. On a

pris la décision de créer le «Groupe de coopération associée» pour améliorer les relations économiques et commerciales.

Un dernier point qu'on peut citer à propos de ce sommet est la démonstration de la contrainte du système actuel monopolaire: «Dans le cas du renforcement du multipolarité dans le monde moderne, le milieu international deviendrait plus stable. Nous allons travailler ensemble pour la paix mondiale, pour le développement économique réciproque et pour la construction d'un système économique et politique équitable dans le monde.»

212. L'élargissement de l'organisation

La cinquième réunion des Cinq de Shanghai s'est tenue à Douchanbe au mois de juillet de 2000. L'Ouzbékistan a participé à ce sommet en tant qu'observateur. Les chefs d'Etats ont discuté pour l'élargissement de cette initiative et pour la transformation des «Cinq de Shanghai» en organisation internationale efficace et prestigieuse, le «Forum de Shanghai» pour ouvrir la porte aux autres pays désirants de se présenter dans cette organisation.

A cette époque l'élargissement de cette organisation est resté longtemps d'actualité. L'Inde et le Pakistan envisageaient leur intégration pour novembre 2000. Le Pakistan déclara officiellement sa volonté d'adhésion à l'organisation. Mais la Chine jugea cette adhésion précoce et la refusa. L'aspect économique de l'organisation attira la Mongolie et le Turkménistan. Mais celui-ci, à cause de son statut d'état impartial et la Mongolie, inquiète de la pression politique chinoise exercée sur elle ont renoncé finalement à leur adhésion. D'autre part; l'Iran était un autre pays de la région sérieusement intéressé par l'organisation.

Les cinq pays de l'organisation ont trouvé favorable l'adhésion de l'Ouzbékistan quand il l'a demandée officiellement au mois de janvier de 2001. Cette adhésion a changé l'orientation de cette entité et l'a amenée à devenir une organisation officielle. L'Ouzbékistan qui n'avait pas de frontières communes avec la Chine était le pays de l'Asie centrale le plus touché par les mouvements radicaux islamistes car voisin de l'Afghanistan. N'ayant pas obtenu le soutien demandé à propos de l'Afghanistan, il se retira du «Traité de la sécurité collective» de la CEI en 1999. Mais il s'aperçut qu'il était inefficace de faire cavalier seul au cours des crises en Afghanistan et qu'il avait besoin de l'aide russe. C'est pour cela qu'il se tourna vers le «Forum de Shanghai» dès 2000. Le président Kérimov; pour sa part, a précisé que cette organisation ne

deviendrait jamais une entité militaire ou politique et que son pays y avait participé dans le seul but de prendre place dans la lutte commune en Asie centrale contre le séparatisme.²³

2.2 Le traité (La déclaration) créant l'OCS et la Convention de Shanghai:

221. Le préambule de la déclaration

Le 15 juin 2001, les chefs d'Etat de la RPC, de la FR, du Kirghizistan, du Kazakhstan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan se sont réunis à Shanghai. Lors de ce sommet ils ont signé la déclaration créant l'OCS. Dans le préambule du traité ils ont souligné le rôle positif du groupe de Shanghai depuis sa création dans la promotion et l'approfondissement des relations de bon voisinage, de confiance mutuelle et d'amitié entre les pays membres, dans la consolidation de la sécurité et de la stabilité régionale et la promotion du développement réciproque.

Ils ont précisé que l'instauration et le développement des «Cinq de Shanghai» iraient dans le sens du courant historique. Depuis la fin de la guerre froide le monde entier exigeait la paix et le développement des états à tous les niveaux. On voyait émerger l'immense potentiel que représentait l'aptitude des états appartenant à des civilisations différentes, aux coutumes et traditions étrangères les unes aux autres, à coexister en bonne intelligence, à s'unir et à coopérer par le respect et la confiance mutuels.

Ils ont rappelé les accords conclus jusqu'à ce sommet entre les cinq chefs d'Etat; le premier; en 1996 à Shanghai, qui était sur le renforcement de la confiance dans le domaine militaire dans les zones frontalières, le second; en 1997 à Moscou, qui était sur la réduction réciproque des forces militaires dans les zones frontalières et les autres textes qui ont apporté d'après eux, une contribution importante au maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionale et mondiale et qui ont innové en matière de pratique diplomatique et de coopération régionale en exerçant largement sur la communauté internationale une influence positive.

Ils ont dit qu'ils ont été fermement convaincus que, dans le cadre du développement rapide de la multi polarisation politique et du processus de mondialisation de l'économie et de l'information que connaîtrait le XXI eme siècle et le passage du mécanisme mis en œuvre par les Cinq de Shanghai à un niveau de coopération plus poussé mettrait les pays membres mieux à même

²³ PURTAŞ Fırat, “Şangay Beşlisi’nden Şangay İşbirliği Örgütüne: Orta Asya’da Rus-Çin Stratejik ortaklığı”, Gelecek bir tasarımdır 2023, 15.01.2004, No:33 p.20-26

d'exploiter ensemble les opportunités et de faire face collectivement aux niveaux défis et menaces.²⁴

222. Le corps de la déclaration

Après ce préambule solennel; dans le premier article on a dit que l'OCS a été proclamé par les six états. Le deuxième article a défini le but de l'OCS. On a dit: «L'objet de l'OCS est de renforcer la confiance mutuelle, la bonne entente et l'amitié entre les états membres; les inciter à de coopérer efficacement, notamment dans les domaines politique, économique et commercial, scientifique et technique, culturel, éducatif, de l'énergie, des transports et de la protection de l'environnement; œuvrer en commun au maintien et à la préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales; instaurer un nouvel ordre international politique et économique, démocratique, équitable et raisonnable.» Dans le troisième article; on a dit que les chefs d'Etat des pays membres feraient chaque années une rencontre officielle et afin d'élargir et de renforcer la coopérations dans les différents domaines, outres les mécanismes existants permettant d'ores et déjà aux dirigeants des secteurs correspondants de se rencontrer, il sera possible en tant que de besoin de mettre sur pied d'autres mécanismes de rencontre et de créer entre experts des groupes de travail permanents ou had hoc chargés d'étudier les projets propositions visant à promouvoir la coopération.

Le quatrième article précise «l'esprit de Shanghai» qui est instauré au cours de leur progression par les Cinq des Shanghai et marqué principalement par «la confiance réciproque, l'intérêt mutuelle, l'égalité, la concertation, le respect de la diversité des civilisation et la recherche du développement conjoint». Cet esprit est accepté comme une richesse précieuse amassée au cours de plusieurs années de coopération par les pays de la région. On souhaite de continuer à le porter haut en faisant la règle réagissant en ce nouveau siècle les rapports entre les états membres de l'OCS. Dans l'article suivant on déclare que les membres de l'OCS respecteront rigoureusement l'objet et les principes de la Charte de l'ONU et respecterons mutuellement leurs indépendances, souveraineté et intégrité territoriale, ne s'ingérerons pas dans leurs affaires intérieures, ni ne feront ou ne se menaceront de faire entre eux usage de la force, se traiteront sur un pied d'égalité et oeuvreront pour leur bénéfice mutuel, et régleront tous les problèmes par la concertation et ne rechercherons jamais la supériorité militaire unilatéralement dans les zones frontalières.

²⁴ Ambassade de France à Pékin, "Réunion des chefs d'état du Groupe de Shanghai", Documents d'Actualité Internationale, No: 18, p.373

Le sixième article est consacré au développement de l'OCS. On dit qu'il se repose sur les deux accords conclus respectivement en 1996 à Shanghai et 1997 à Moscou relatifs le premier au renforcement de la confiance dans le domaine militaire dans les zones frontalières et le second à la réduction réciproque des forces militaires dans les zones frontalières et la coopération entre les membres s'étend déjà à de nombreux domaines, politique, économique et commercial, culturel, scientifique et technique, etc. Les principes posés par les accords précités constituent la base des rapports entre les états membres de l'OCS.

D'après le septième article; «L'OCS applique les principes de non-alignement, de non-opposition systématique aux autres pays ou régions et d'ouverture sur l'extérieur, elle est désireuse d'entreprendre avec les autres pays et les organisations internationales et régionales concernées toutes formes de dialogues, d'échange et de coopération et d'admettre en son sein en tant que nouveaux membre tout pays faisant siens l'objet et les missions de coopération définis dans le cadre de ladite organisation, ainsi que les principes exposés à l'article 6 de la présente proclamation et l'ensemble de ses autres dispositions et dont l'adhésion serait de nature à promouvoir la coopération.

L'article 8 est le cœur du traité; «L'OCS attache une importance particulière à la préservation de la sécurité régionale et y consacre tous les efforts nécessaires. Les états membres coordonneront étroitement leur action pour appliquer la «Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, le scissionnisme et l'extrémisme», y compris par la création de Bichkek du «Centre anti-terroriste de l'OCS». En outre, afin de juguler le trafic d'armes, le trafic de drogue, l'émigration clandestine et les autres activités criminelles, ils élaborent les textes de coopération multilatérale afférentes.

Dans le neuvième article on précise les grandes potentialités et opportunités de l'OCS présentées par la coopération économique et commerciale mutuellement avantageuse entre ses membres pour faire progresser la coopération tant bilatérale que multilatérale de tous ses membres et la diversifier. On dit qu'à cette fin, un processus de négociation pour faciliter le commerce et les investissements sera lancé pour élaborer un accord-cadre de coopération multilatérale économique et commerciale à long terme et conclure les instruments correspondants.

Le dixième article: «Les états membres de l'OCS renforceront leurs consultations et la concertation de leurs actions dans les affaires régionales et internationales, et se soutiendront mutuellement et coopéreront étroitement à propos des grands dossiers internationaux et régionaux, afin de promouvoir et consolider ensemble la paix et la stabilité dans la région et dans

le monde. Dans le cadre de la situation internationale actuelle, le maintien de l'équilibre stratégique et de la stabilité planétaires revêt une importance toute particulière.

Le dernier article est consacré à la création du Conseil des coordinateurs nationaux qui est chargé d'entreprendre, sur la base de présente proclamation et des textes déjà signés par les chefs d'état des Cinq de Shanghai, la rédaction de la Charte de l'OCS, les principes et procédures d'admission des nouveaux membres, la force juridique des décisions prises ainsi que les modalités de concertation avec les autres organisations internationales qui sera soumise à la signature des chefs d'états lors de la rencontre de 2002.

La déclaration se termine avec la présentation de la conviction des chefs d'état que la création de l'OCS marque l'accession de la coopération entre les membres à une nouvelle étape de développement, évolution répondant aux nouvelles tendances mondiales, adaptée à la réalité de la région, et conforme aux intérêts fondamentaux des peuples des états membres.²⁵

223. La Convention de Shanghai

Un autre document très important signé lors du sommet de Shanghai de 14-15 juin 2001 est «La Convention de Shanghai sur la lutte contre le terrorisme, le scissionnisme et l'extrémisme». Cette convention sur la lutte commune contre les problèmes du terrorisme, du scissionnisme et de l'extrémisme; «les trois méchancetés» comme on les appelait; était directement liée aux inquiétudes des pays membres. La montée du terrorisme et de l'extrémisme précisait les mouvements islamistes radicaux qui menaçaient le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Le scissionnisme précisait d'une part les mouvements du Turkestan oriental et du Tibet qui voulaient la sécession de la RPC et d'autre part les mouvements d'indépendance tchéchènes vis-à-vis de la Russie. Selon les buts définis dans cette convention, on a pris la décision de créer un centre antiterroriste à Bichkek qui serait le premier organe officiel de l'OCS. Ce premier pas concret montrait l'importance accordée par les états membres à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme.²⁶

²⁵ Item. p.739,740

²⁶ PURTAŞ Fırat, “Şangay Beşlisi’nden Şangay İşbirliği Örgütüne: Orta Asya’da Rus-Çin Stratejik ortaklığı”, Gelecek bir tasarımıdır 2023, 15.01.2004, No:33 p.25

2.3 De la fondation de l'OCS à nos jours

231. La première réunion officielle de l'OCS juste après les attentats du 11 septembre

Les Cinq de Shanghai était à l'origine une organisation de sécurité. Après la transformation de l'OCS, son rôle s'est élargit de manière à encercler à peu près tous les domaines. Les chefs de gouvernement des pays membres ont fait leur premier réunion le 17 décembre 2001 à Almaty afin de mettre en vigueur les programmes pour le long terme des coopérations économiques et commerciales et de préparer les conditions convenables pour les investissements communs. Cette réunion se déroulant au lendemain des attentats du 11 septembre; la question du terrorisme a du être traitée. Ils ont condamné les attentats et ont déclaré que le terrorisme international menaçait toute l'humanité et que le succès de la lutte anti-terroriste ne pouvait se faire que par la collaboration des états entre eux. Lors de cette réunion les chefs de gouvernement ont signé un mémorandum intitulé «Les buts essentiels et les principes de collaboration économique régionale». Les sujets essentiels de ce mémorandum étaient de développer les relations économiques et commerciales, les investissements communs, le programme écologique et de potentiel de transport tout en respectant les règles de l'Organisation mondiale de commerce et d'abolir les obstacles douaniers. Après ce mémorandum; le premier ministre russe, Kasyanov a déclaré que le volume du commerce de la Russie avec les autres pays membres était de 12 milliards de \$ et qu'il dépasserait largement ce chiffre grâce à ce mémorandum.

Le 7 janvier 2002; les ministres des affaires étrangères se sont réunis à Pékin pour adopter une déclaration commune sur le déroulement des événements en Afghanistan. Les ministres soulignèrent avoir attiré l'attention de l'opinion publique bien avant les attentats du 11 septembre sur les mouvements terroristes et le trafic de drogue provenant de ce pays et avaient même créé entre eux la coalition de l'«Anti-terreur». Ils ont précisé avoir perçu avec joie la libération du peuple afghan du régime taliban et souhaitaient voir l'Afghanistan devenir un pays neutre, pacifique, respectueux des droits de l'homme et entretenant de bons rapports avec ses pays voisins. Ils soutenaient en outre les efforts du nouveau gouvernement provisoire afghan. Mais mettaient cependant en garde l'Afghanistan d'une création politique future sous l'influence d'un autre pays, pouvant provoquer selon eux l'apparition d'une nouvelle crise. C'est pourquoi ils poussent la communauté internationale à respecter la volonté du peuple afghan sur l'avenir de leur pays, à respecter et la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan sans s'immiscer dans les affaires internes du pays. Ils ont invité le gouvernement provisoire de l'Afghanistan à la collaboration et ont précisé a ce titre que l'OCS était un organisation ouverte. Ceci explique que

les pays de l'OCS n'aient pas réagi à l'opération des EU en Afghanistan tout en s'inquiétant que cette action dure longtemps.²⁷

232. Le Règlement de l'OCS et la Déclaration de St. Pétersbourg

Le 7 juin 2002, le Conseil des chefs d'Etat s'est tenu à Pétersbourg. Lors de ce sommet on a signé trois documents importants : «le Règlement de l'OCS, la Déclaration des chefs d'Etat des pays membres de l'OCS, et le Traité sur la création d'un centre anti-terreur ».

La base juridique de l'OCS nécessaire pour son développement régional est définie dans le Règlement. 26 articles précisent à cet effet les buts, le fonctionnement des organes, les principes à respecter, les procédures de décision et d'adhésion d'un nouveau membre, etc.

Le préambule du règlement mentionne l'objectif de sécurité et de stabilité de la région dans un environnement où la multipolarité politique, la globalisation économique et informatique se développent. En ce qui concerne les buts et les principes, on s'est référé aux décisions antérieures de l'OCS . Ainsi pour les organes de l'organisation, on a repris «le Conseil des chefs d'Etat, le Conseil des chefs de gouvernement, le Conseil des ministres des affaires étrangères, le Comité des dirigeants, le Comité des coordinateurs nationaux, le Centre d'anti-terreur et le secrétariat.» Le Conseil des chefs d'état, organe suprême de l'OCS pourrait créer d'autres organes si nécessaire et devrait se réunir un fois par ans. S'agissant du Centre d'anti-terreur, son siège a été installé à Bichkek et pour le secrétariat on a accepté Pékin, devenue alors le chef-lieu de l'organisation. Les langues officielles de l'OCS sont le russe et le chinois. D'après le règlement les décisions doivent être prises à l'unanimité, sans vote.

La déclaration de Pétersbourg est importante pour comprendre les priorités internationales de l'OCS, à savoir «la multipolarité et la démocratisation dans les relations internationales, l'alignement des organisations internationales, y compris de l'ONU, en vue des gains réciproques pour les sujets de politique internationale, faire avancer le processus d'organisation, développer la coopération économique, franchir ensemble les effets négatifs de la globalisation, lutter contre le terrorisme, le scissionnisme et l'extrémisme, accroître l'efficacité de l'ONU et le Conseil de Sécurité, empêcher la prolifération des armes nucléaires et garantir que l'Asie centrale soit une région purifiée des armes nucléaires».

La déclaration précise également que la sécurité de l'Asie centrale dépend de l'avenir du processus de paix en Afghanistan et que l'OCS contribuera à la reconstruction économique et

²⁷ Item. p.20-26

politique de ce pays. En outre, la déclaration ajoute que la région d'Asie-Pacifique doit être une zone de stabilité et de paix. Dans ce but l'OCS peut d'ailleurs collaborer avec les autres organisations comme l'ASEAN. Les pays de l'OCS connaissent le gouvernement de la RPC comme le seul représentant légitime de la Chine et que Taiwan faisait partie intégrante de la RPC. L'OCS contribue au processus de dialogue entre la Corée du Nord et du Sud et invite les EU et les autres pays occidentaux à la collaboration. On a invité le Pakistan et l'Inde à reprendre le processus de dialogue afin de diminuer les tensions entre eux; l'Israël et la Palestine a obéir aux résolutions du Conseil de Sécurité des NU. Quant à l'Iraq; l'OCS est prête à prendre l'initiative diplomatique et politique avec l'opinion publique mondiale pour les applications des résolutions du Conseil des NU.

Dans le dernier paragraphe, on a précisé que l'OCS n'était pas un bloc ou une alliance fermée, qu'elle ne prenait aucun pays ou groupe de pays comme cible et qu'elle était ouverte à la collaboration avec les autres pays ou organisation en respectant les principes de la Charte de l'ONU et des normes de la législation internationale. D'après cette déclaration, on peut dire que l'OCS est une nouvelle organisation internationale aux fortes ambitions d'influence géopolitique dans les affaires internationales.

Le 15 mars 2003, en Chine le président Zian Zemin a laissé sa place à Hun Jintao qui a fait sa première visite officielle à Moscou après avoir pris ses pouvoirs. Le sommet du Conseil des chefs d'état suivant s'est tenu à Moscou en mai 2003. On a pris la décision d'activer à partir du 1^{er} janvier le secrétariat à Pékin et le Centre d'anti-terreur à Tachkent plutôt qu'à Bichkek. On a nommé M. Tchian Deguana ancien ambassadeur de Chine auprès de Moscou comme secrétaire de l'OCS. Lors de ce sommet Jintao a montré l'importance de cette organisation aux yeux de la Chine. Il a déclaré par ailleurs que la Chine prêterait gracieusement le bâtiment du secrétariat à l'OCS. L'insistance de M. Jintao sur le développement de la coopération dans le domaine de transport a attiré l'attention.²⁸

²⁸ Item

TROISIEME PARTIE:

L'AVENIR DE L'OCS

3.1 Les relations sino-russes

311. La nouvelle époque pour les relations sino-russes

Le lendemain de la proclamation de la République Populaire de Chine, le 2 octobre 1949, le premier pays à la reconnaître officiellement est la Russie et le premier diplomate venu à Pékin est l'ambassadeur soviétique. Mais cette alliance politique qui envisage la collaboration socialiste contre l'impérialisme américain et européen n'est pas de longue durée. Dix ans plus tard, commencent les premiers désaccords entre la Chine et la Russie, source par la suite de nombreuses rivalités. Dans les années 60; la RPC s'oppose non seulement l'impérialisme occidental mais aussi au « révisionnisme soviétique ». Les problèmes de frontières, les rivalités militaires et les désaccords politiques ont parfois amené les deux pays à se déclarer la guerre. Le point culminant de ces rivalités est atteint dans les années 70 quand l'alliance sino-américaine est créée contre l'URSS.

La normalisation des relations sino-russe jusqu'alors très tendues commence à l'époque de Gorbatchev en 1985. En mai 1989; au lendemain des événements de Tian Nan Mens, lors de sa visite à Pékin, Gorbatchev annonce la nécessité de réparer les fautes commises dans le passé. Après l'effondrement de l'URSS; les relations entre Pékin et Moscou n'ont cessé de s'améliorer. Eltsine a fait sa visite officielle à Pékin vers la fin de l'année 1992. A cette occasion sont signés des traités dans plusieurs domaines soulignant l'importance des relations sino-russe pour la paix et la stabilité en Asie. En septembre 1994, Zian Zemin et Eltsine signent à Moscou le traité bilatéral interdisant d'être le premier utilisateur des armes stratégiques. Jusqu'à la fin de l'année 1995, de grands progrès sont émis dans plusieurs domaines entre ces deux pays; notamment en ce qui concerne le problème des frontières, du commerce, etc. En 1991, leur première entente concerne la délimitation de la frontière est (4300 km.) et la restriction des armes des deux cotés de la frontière, désaccord existant depuis trente ans. En 1994, est signé un deuxième traité sur la délimitation de la frontière ouest. Grâce à ces traités résolvant les problèmes de frontières, la normalisation des relations entre les deux pays s'opère les relations commerciales se développent. En 1997, le volume des échanges entre la Chine et la Russie a dépassé le seuil des 7 milliards \$.

312. Les facteurs qui ont suscité l'approche sino-russe

Les deux grands pays voisins qui ont de longues frontières communes ne pouvaient pas vivre en négligeant leur existence et en négligeant les changements de leur zone géographique. Les changements politiques de l'URSS et le développement économique de la RPC, commencés dans les années 80, a permis ce rapprochement. Grâce aux réformes économiques et politiques, la Russie a amélioré les relations avec ses voisins, dont la Chine. Celle-ci, qui jusqu'alors accordait peu d'attention à son voisin russe, s'est mise à donner de l'importance à ces relations pour des raisons économiques. Une fois résolus les problèmes frontaliers; le commerce s'est développé; les produits chinois ont peu à peu remplis les marchés russes et de son côté, la Russie a trouvé un immense marché pour son industrie d'armements qui avait déjà perdu la plupart de ses anciens clients. Le premier contrat dont le volume s'élève à 800 millions \$, est signé en 1990. En 1996 ce chiffre atteint les 2,1 milliards \$ et représente à l' époque 70% de des importations d'armes de la RPC.

Le deuxième facteur de rapprochement entre les deux pays est la richesse des sources énergétiques de la Russie et les besoins de la Chine. En 1997; lors du Sommet Mondial de Pétrole, les deux pays ont mis sur pied les projets de construction de deux oléoducs, l'un liant la région d'Irkoutsk à la région de Shandong, pouvant être allongé jusqu'à la Corée voire jusqu'au Japon; l'autre liant la Sibérie de l'ouest à Shanghai via la province du Turkestan oriental.

Le troisième facteur concerne les problèmes internes; comme ceux du Tibet et du Turkestan oriental pour la Chine et comme celui du Caucase pour la Russie. La Chine, en acceptant les politiques russes en Tchétchénie et la Russie, en soutenant les politiques chinoises à Taiwan et au Turkestan oriental ont mené réciproquement la politique de respect d'intégrité des territoires. Le principe de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures est très respecté .

Les deux pays sont unis en outre par les mêmes aspirations politiques mondiales. Le développement de l'hégémonie américaine fait partie de leurs préoccupations communes. C'est pourquoi ils critiquent sans cesse les politiques américaines en revendiquant un système mondial multipolaire. Dans la même logique, ils ne sont pas favorables à l'embargo des NU contre l'Iraq et s'opposent à l'élargissement de l'OTAN vers l'est ou à l'utilisation de forces au Kosovo sans résolution des NU. La Russie souhaite garder son influence sur le continent mais la Chine souhaite également devenir de plus en plus influente. La Russie, malgré des crises internes, veut améliorer son image en Asie ou elle n'a jamais été considérée comme une force économique mais seulement comme une force militaire et une influence politique. Mais cette image s'est dégradée

et par son rapprochement à la Chine, la Russie cherche donc à se redonner du crédit. En revanche, c'est avant tout pour des raisons régionales que la Chine a entrepris son entente avec la Russie, l'élargissement de l'OTAN et l'hégémonie américaine n'étant que des raisons secondaires à ses yeux. Après avoir été un pays isolé pendant 150 ans; la Chine a l'ambition d'accéder au rang une puissance mondiale. Ses relations avec la Russie lui donnent essentiellement la possibilité d'utiliser la technologie russe afin de moderniser et développer ses forces armées et la possibilité de trouver des ressources énergétiques pour ses industries qui en voie d'expansion. En outre, ayant réglé ses différends avec la Russie, elle a pu se concentrer sur ses affaires internes et sur les désaccords qu'elle connaît avec certains pays du sud et de l'est de l'Asie. La place de la Russie est importante dans les stratégies géopolitiques de la Chine mais elle n'est pas unique.²⁹

313. Les relations stratégiques sino-russes

Les développements des événements mondiaux et les changements qui se sont déroulés à l'intérieur des deux pays ont modifié leur vision du monde. Des 1996, la coopération sino-russe s'est accentuée dans les domaines aussi bien régionaux que mondiaux. Lors de la visite de Eltsine à Pékin; les deux leaders ont déclaré la mise en route du «partenariat stratégique à l'aube du XXI^{ème} siècle». Ils décident en plus de créer une «hot line» entre Pékin et Moscou et signent 14 traités différents bilatéraux. En 1996, la Russie vend à la Chine des avions de combats SU-27 et signe le contrat de construction d'une centrale nucléaire en Chine. Le 23 avril 1997, les deux leaders déclarent au monde leur désir de «créer un nouvel ordre mondial». Cette déclaration montre le nouvel aspect des relations sino-russe et souligne l'importance d'un nouvel ordre mondial d'équité et de multipolarité sur la planète. L'hégémonie mondiale des EU est dénoncée avec l'inquiétude née d'utilisation partielle du mécanisme des obligations onusiennes. On décide également de créer le «Comité d'amitié sino-russe, de paix et de développement»

Le 23 novembre 1998, les présidents des deux pays se réunissent à Moscou et déclarent le renforcement de leur collaboration dans une stratégie à long terme, sans l'idée de s'allier contre un autre état. Mais les discours prononcés par la suite contredisent cette déclaration. En effet, un an plus tard, en novembre 1999, la Russie et la Chine organisent des manœuvres militaires pour leur collaboration.

²⁹ Item

Les relations continuent de s'améliorer entre les deux états après l'élection de Poutine au pouvoir. On ne perd pas de vue l'objectif de multipolarité. Le 16 juillet 2001 la Russie et la Chine signent le «traité d'amitié, de bon voisinage et de collaboration». Dans ce traité, on remarque l'anti-occidentalisme, les cinq domaines de collaboration sont précisés: la collaboration pour contrer l'hégémonie américaine, la délimitation des frontières, la vente des armements et le transfert de technologies, de ressources naturelles et énergétiques et la lutte contre l'islamisme radical progressant en Asie centrale. Par ce traité et les déclarations faites, la Chine et la Russie adressent un message au monde occidental sur l'influence des grands changements géopolitiques sur la scène des pouvoirs mondiaux.³⁰

3.2. L'avenir des relations sino-russes et de l'OCS

Le déséquilibre démographique et économique ainsi que le commerce d'armes entre la Russie et la Chine constituent des menaces dans l'avenir pour leur alliance et en même temps pour l'OCS.

La RPC a réalisé la modernisation de ses forces armées grâce aux armes de hautes technologies russes. La Fédération de Russie a contribué à la RPC dans les domaines des forces aériennes, maritimes, de communication et de technologie spatiale. La RPC a acheté à la Russie la technologie électronique de missiles air-air, sol-air, la technologie des systèmes de défense aérienne (de missiles cruise, de satellites et de missiles balistiques), la technologie nucléaire, les chars T-72, les avions de guerre SU-27, les bombardiers TU-22, les sous-marins, etc.

Entre 1992 et 1996, la somme totale des ventes d'avions de guerre de la Russie à la Chine s'élève à 4.2 milliards \$. En 1999, lors de la réunion de collaboration économique bilatérale, le montant du contrat signé pour une seule vente d'avions de chasse est d'environ 2 milliards de \$. Pour la Russie, la Chine est le plus important marché.

Mais ces ventes ne font pas l'unanimité parmi tous les hommes politiques russes. Certains voient dans ces marchés conclus avec un état longtemps ennemi et aux revendications opposées un danger pour les intérêts nationaux russes. D'autres ne voient au contraire aucun danger à la sécurité du pays dans la mesure où la technologie d'armes chinoise a encore une quinzaine d'années de retard sur la technologie russe. Les idées du spécialiste américain Michael Walter à ce sujet sont intéressantes. Selon lui, dans les années 70, le rapprochement sino-américain était une initiative de Nixon. 20-30 ans plus tard, aujourd'hui, les EU considèrent la Chine comme une

³⁰ Item

menace potentielle. Michael Walter voit à long terme une évolution similaire des relations entre la Chine et la Russie.

La Fédération de Russie est aujourd'hui une force mondiale militaire, politique et géologique, mais il est impossible de dire la même chose pour sa situation économique et démographique. Hormis ses territoires européens, certaines régions, notamment la Sibérie et les terres d'extrême orient, sont sous développées économiquement et ont toujours été hostiles au peuplement. Ces régions qui occupent 75% de la totalité du territoire ne représentent que 20% de la population russe. Du côté chinois de la frontière la situation économique et démographique est complètement différente. Les villes chinoises y sont beaucoup plus développées, quant à la population chinoise qui habite de ce côté de la frontière, elle est comparable à la population totale de la Russie. En outre tandis que l'émigration de la population russe vers l'ouest du pays est forte, un flux important de chinois arrive vers ces régions désertées par les russes. (Entre 1990 et 1992, 225.000 russes ont quitté ces terres et cette émigration continue encore.) Ce constat a poussé les autorités russes à prendre des mesures sérieuses de réduction de visas et à suspendre les projets de développement de transport entre les régions frontalières. Le déséquilibre économique et démographique de part et d'autre de la frontière influence de manière négative les relations bilatérales.

On estime le nombre de chinois vivant sur les terres russes de 200 milles à 2 millions mais aucune évaluation exacte n'existe à ce jour. D'après certaines analyses, de la seconde partie du XXI^{ème} siècle; les chinois seront la deuxième grande ethnie derrière les russes en Russie.

Le ministre adjoint de l'intérieur de la Fédération de Russie Valeriy Fyederov a affirmé que chaque année environ 500.000 chinois entrent en Russie et la majorité d'entre eux s'y installent définitivement. De la même manière, le maire de Habarovsk Kray, une agglomération située à l'extrême orient du pays, a déclaré: «Les chinois ne se préparent pas à la guerre, ils viennent et habitent dans la région.»

Le déséquilibre des économies russe et chinoise a des répercussions sur la collaboration commerciale bilatérale entre les deux pays. La Russie essaie de garder l'équilibre commercial en exportant la haute technologie militaire et en construisant des centrales électriques nucléaires. Les académiciens russes affirment que ce déséquilibre joue surtout en défaveur de la Russie.

Dans l'alliance stratégique sino-russe, l'Asie centrale a une place très importante. C'est la cause de rivalité entre les deux pays. L'hégémonie russe prend fin dans cette région avec l'effondrement de l'URSS, ce qui change le statu quo de la région. Cinq nouveaux états

indépendants dont quatre d'entre eux sont turcophones, sont apparus dans l'Asie centrale. L'influence de la Russie perd de son poids sur ces nouvelles républiques qui cherchent une identité nationale et une indépendance économique. Des rivalités apparaissent entre la Russie qui tente de préserver son influence sur la région et d'autres pays qui essaient également de prendre part aux ressources de la région et de remplacer le pouvoir disparu après l'effondrement de l'URSS. La Chine est le troisième état à avoir reconnu officiellement ces nouveaux états après la Turquie et les EU. En 1992, la Chine a ouvert des ambassades dans ces nouvelles républiques.

La Chine souhaite approvisionner ses besoins énergétiques avec les ressources des pays d'Asie centrale. Elle signe deux contrats avec le Kazakhstan concernant la construction de deux oléoducs entre le Kazakhstan occidental et la Chine. Actuellement la Chine raffine le pétrole brut qu'elle achète à ce pays dans des raffineries de Xinjiang. Tandis que le commerce de la Russie avec les pays de l'Asie centrale diminue; le commerce de la Chine pour sa part connaît une expansion de plus en plus grandissante.

Pour toutes ces raisons certains spécialistes russes critiquent les relations stratégiques sino-russes, notamment les représentants de l'école «atlantiste occidentaliste», particulièrement inquiets par cette alliance. En revanche le professeur chinois Lyu Chinchay défend cette alliance. Selon lui, «Le développement et l'expansion économique chinoise réalisés pendant les dernières années font peur au Japon et aux EU et le danger chinois a été inventé par eux. Ce qui leur fait peur; c'est une Chine forte. Ces pays voient la Chine comme l'ennemi essentiel de la Russie pour avoir l'intention de grandir vers le nord contre la Russie.

Avec l'effondrement de l'URSS; la Russie a perdu de sa cohérence dans les domaines de sécurité et de défense. Au sein de la CEI, les conflits régionaux continuent: en Asie centrale les forces radicales islamistes et anti-russes progressent, l'élargissement de l'OTAN vers l'est fait paraître à l'ouest de la Russie un pôle politico-militaire. Malgré cela; la RPC n'exerce pas de pression sur la Russie; bien au contraire; elle continue de mener une politique de «bon voisinage et d'amitié.»³¹

³¹ Item..20-26

CONCLUSION

En examinant les espoirs et les gains des pays qui forment l'OCS; nous pouvons mieux comprendre les objectifs de cette organisation.

D'après les textes officiels, les pays membres de l'OCS ont pour but d'améliorer et de renforcer les relations de bon voisinage et d'amitié en développant les coopérations multilatérales pour la stabilité et la sécurité de la région où ils vivent. Mais les intérêts véritables dans les domaines de coopération essentiels sont différents pour chaque pays.

Si on compare les gains de la Chine et des autres pays membres de l'OCS; on comprend pourquoi ce projet a été l'initiative de ce pays. Grâce à cette organisation; la Chine assure la sécurité de son côté nord-ouest et établit une zone d'influence dans l'Asie centrale. L'OCS donne à la Chine les possibilités d'expansion démographique vers l'extrême orient russe. Elle trouve la possibilité d'atteindre les ressources énergétiques des pays d'Asie centrale dont elle a besoin pour le développement de son économie.

Après l'effondrement de l'URSS; les ouïgours encouragés par l'indépendance de leurs voisins ouzbèks, tadjiks, kazakhs, et kirghizes liés entre eux sur des points culturels, linguistiques, historiques et religieux, ont multiplié les efforts pour leur propre indépendance. Pour résoudre ce problème, l'OCS a été utilisée par la RPC comme moyen de protéger son autorité et son intégrité territoriale. Grâce à elle, elle a empêché les aides provenant d'Asie centrale destinées aux ouïgours. En outre; l'OCS sert à la Chine de mécanisme de contrôle d'équilibre de la Russie de façon pacifique.

Quant à la Russie, elle obtient peu d'avantages concrets au sein de cette alliance. Sa domination en Asie centrale baisse au profit de l'occident, et c'est pourquoi elle a cherché dans cette collaboration avec la Chine un moyen de rééquilibrer son pouvoir. La Russie met l'accent sur la sécurité dans l'OCS et la considère comme le pôle d'Eurasie dont elle est le leader, dans le nouveau système mondial multipolaire.

Quant aux pays d'Asie centrale; à l'origine, ils ont intégrés l'organisation par l'initiative de Moscou. Bien qu'ils laissent leur sécurité à l'OCS, ils ne sont que de petits états écrasés entre la Chine et la Russie, les deux grandes puissances nucléaires. Comme le diplomate kirghize Jeksenkunov l'a remarqué; «L'Asie centrale est la région où les intérêts stratégiques des deux puissances nucléaires se confrontent clairement.» Les pays de la région en soutenant les projets

comme «L'Asie centrale, la région nettoyée des armes nucléaires» et «La conférence de construction de la sécurité en Asie» essaient de diversifier leurs possibilités de sécurité.

Selon les commentaires faits après les opérations des EU en Afghanistan vers la fin de 2001; l'OCS a perdu de son importance. L'arrivée des EU en Afghanistan, la possession des bases militaires en Ouzbékistan, en Tadjikistan et en Kirghizistan ont changé la situation de la Russie et de la Chine dans la région et dans la configuration de l'OCS. Lors de sa visite à Moscou, en mai 2003, le président chinois Jintao a précisé l'importance de la collaboration économique entre les pays membres de l'OCS et le développement des projets de transport dans la région.

Les opérations en Afghanistan des EU ont apporté de multiples bénéfices pour les pays de l'Asie centrale. Au cours de ces opérations, l'organisation terroriste la plus puissante de la région «Mouvement islamiste d'Ouzbékistan» a perdu une grande partie de son pouvoir et son leader militaire Jouma Namangani.

L'OCS est née de l'initiative sino-russe. Ces deux pays refusant l'hégémonie américaine sur toute la planète souhaitent un système mondial multipolaire et tentent de devenir les gendarmes de l'Eurasie. Cette alliance sino-russe semble empêcher les relations entre le monde entier et les pays d'Asie centrale qui, par crainte, ont tenu à renforcer leur liberté et leur souveraineté. Avec l'arrivée des EU dans la région, ils ont pu développer des relations avec les EU.

L'OCS est le résultat de l'expansion de l'influence chinoise dans l'Asie centrale et symbolise une révolte de ses deux acteurs principaux contre le système mondial monopolaire où les EU sont la seule super puissance. Néanmoins ces acteurs principaux que sont la Chine et la Russie sont d'anciens ennemis aux intérêts opposés encore aujourd'hui.

Puisque cette organisation ne possède pas de bases solides et rationnelles, puisque les intérêts et les projets pour l'avenir de ses membres sont différents; il est difficile de voir comment assurer la sécurité en Eurasie et même dans la région d'Asie centrale.

Les événements actuels au Kirghizistan sont déterminants dans l'évolution de l'OCS à moyen et long terme et il est fort probable qu'ils annoncent les signes d'un changement radical dans la région.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

DJALILI Mohammad-Reza et KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale* Paris, Presses Universitaires de France, 2001

CHAUPRADE Aymeric « Géopolitique Constantes et changements dans l’histoire », Ellipses 2003

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

KELLNER Thierry «La Chine et le nouvelle Asie centrale» DOC Bulletin de documentation du Centre d’enseignement supérieur aérien. 3/2003, No: 565

Ambassade de France à Pékin, “Réunion des chefs d’état du Groupe de Shanghai”, Documents d’Actualité Internationale, No: 18, p.373

ARTICLES DE REVUES EN TURC

YENİÇERİ Özcan Prof.Dr. «Rusya’daki Avrasyacılık anlayışı ve Avrasya’daki Türkiye gerçeği» Gelecek bir tasarımdır 2023, 15.10.2004, No: 42

KARASAN Hasan Ali Dr. “Analiz, Türkistan-terör, iki örgüt ve Türkiye”, Gelecek bir tasarımdır 2023, 15.10.2004, No: 42

PURTAŞ Fırat, “Şangay Beşlisi’nden Şangay İşbirliği Örgütüne: Orta Asya’da Rus-Çin Stratejik ortaklığı”, Gelecek bir tasarımdır 2023, 15.01.2004, No:33.

KIRIMLI S.Hakan Doç.Dr. “Büyük devletler kolay istikamet değiştiremezler”, Gelecek bir tasarımdır, 15.01.2004, No:33

DEDEOĞLU Beril Doç.Dr. “Çatışma-uzlaşma ikilemi çerçevesinde Rusya Federasyonu- Amerika Birleşik Devletleri ilişkileri”, Gelecek bir tasarımdır 2023, 15.01.2004. No:33.

DOCUMENTS ELECTRONIQUES

“L’ombre du voisin chinois” <http://www.senat.fr/rap/r97-412/r97-41250.html>

ANNEXES

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
INTRODUCTION.....	3
PREMIERE PARTIE :	5
LES PAYS QUI FORMENT L'OCS ET LES MOTIFS QUI POUSSENT CES PAYS A LA COLLABORATION.....	5
1.1 Les problèmes et les motifs de la République Populaire de Chine (RPC).....	5
111. Les résultats de l'effondrement de l'URSS pour la Chine	5
112. Le problème de séparatisme.....	6
113. La politique périphérique de la Chine envers les pays de l'Asie centrale.....	7
114. Les besoins de la Chine aux ressources énergétiques.....	8
1.2 Les problèmes et les motifs de la Fédération de Russie.....	9
121. Les relations de la Russie avec les pays asiatiques	9
122. La sécurité pour la Fédération de Russie	9
123. La propagation des mouvements islamistes radicaux dans ses territoires et dans ses alentours	11
1.3 Les problèmes et les motifs des autres pays membres	11
131. La situation générale chez les états d'Asie centrale après leur indépendance.....	11
132. La situation du Tadjikistan.....	12
133. Le cas du Kirghizistan.....	12
134. L'Ouzbékistan; le pays le plus touché par les mouvements islamistes radicaux.....	12
135. La vulnérabilité du Kazakhstan.....	13
136. Les autres problèmes communes des états d'Asie centrale.....	14
SECONDE PARTIE :	15
LA FONDATION, LES BUTS DE L'OCS ET SA DEMARCHE.....	15
2.1 De la première réunion des Cinq de Shanghai à l'OCS	15
211. Les premiers rencontres des chefs d'état des Cinq de Shanghai.....	15
212. L'élargissement de l'organisation	17
2.2 Le traité (La déclaration) créant l'OCS et la Convention de Shanghai.....	18
221. Le préambule de la déclaration	18
222. Le corps de la déclaration.....	19
223. La Convention de Shanghai.....	21
2.3 De la fondation de l'OCS à nos jours.....	22
231. La première réunion officielle de l'OCS juste après les attentas du 11 septembre 22	
232. Le Règlement de l'OCS et la Déclaration de St.Pétersbourg.....	23
TROISIEME PARTIE :	25
L'AVENIR DE L'OCS.....	25
3.1 Les relations sino-russes.....	25
311. La nouvelle époque pour les relations sino-russes	25
312. Les facteurs qui ont suscité l'approche sino-russe	25
313. Les relations stratégiques sino-russes.....	27
3.2 L'avenir des relations sino-russes et de l'OCS	28
CONCLUSION	31
BIBLIOGRAPHIE.....	33
SOMMAIRE.....	34